

Taille des pays, performance économique et économie politique de la zone euro

Olfa Alouini *

Sciences Po, Paris
Humboldt Universität,
Berlin

La manière dont la taille d'un pays influe sur sa performance économique est une question qui a récemment connu un regain d'intérêt, notamment avec Rose (2006), qui n'a pas pu établir de relation précise entre la taille d'un pays et sa performance économique au niveau international. Mais si l'on observe la performance économique des pays de l'Union économique monétaire (UEM) pour la décennie précédant la dernière crise financière, il apparaît un clivage entre d'une part des petites économies performantes qui entreprennent des réformes et d'autre part les plus grandes économies à la traîne. Dans cette étude, j'explique ce phénomène en montrant comment les institutions économiques de la zone euro, à savoir le Pacte de stabilité et de croissance et la Banque centrale européenne, favorisent les politiques des petits pays et entravent celles des plus grands. L'analyse économétrique menée pour les quinze pays de la zone euro entre 1998 et 2008, et dans un souci de robustesse, également pour la période précédant l'UEM et pour les pays de l'Union européenne qui ont choisi de rester en dehors de l'Union monétaire, montre que le clivage lié à la taille en termes de performance économique est bien le fait de l'UEM.

* Je tiens à remercier pour leurs conseils et commentaires : M. Burda, J. Creel, G. Daudin, J.-P. Fitoussi, S. Kammourieh, É. Laurent, J. Le Cacheux, ainsi que les participants du séminaire Macro Brown Bag de l'université Humboldt de Berlin et du séminaire d'économie de Sciences Po, lors desquels des versions antérieures de cet article ont été présentées.

olfa.alouini@sciences-po.org

Mots-clés : Union européenne. Zone euro. Taille des pays. Croissance. Hétérogénéité. Union monétaire.

La zone euro et le clivage lié à la taille

La question de savoir comment la taille d'un pays influe sur sa performance économique a récemment connu un regain d'intérêt, notamment avec Rose (2006), qui n'a identifié aucune relation particulière entre la taille d'un pays et sa performance économique (et confirme seulement une corrélation négative entre la taille et l'ouverture commerciale). La zone euro¹, pour sa première décennie d'existence, semble présenter une entorse à cette observation empirique. Il apparaît ainsi, lorsqu'on évalue les performances économiques des pays de la zone euro entre 1998 et 2008, un clivage entre d'une part, des petites économies performantes qui entreprennent des réformes et d'autre part, les plus grandes économies à la traîne. Ce phénomène, a priori inédit, motive cet article. Aussi, prenant en compte les interactions complexes entre le politique et l'économique, on tentera de dresser un tableau nuancé de l'incidence de la taille des pays dans l'UEM. La littérature consacrée à la taille des pays et ses répercussions sur leur situation économique a été lancée par Robinson (1960), qui a souligné à la fois la vulnérabilité des petits pays et leur capacité d'adaptation. Katzenstein (1985) a étayé cette question en caractérisant les stratégies d'industrialisation et d'intégration commerciale des petits pays, lesquelles se sont avérées particulièrement adaptées en Europe occidentale dans le contexte de libéralisation du marché. Rodrik (1998) et Alesina *et al.* (2005) montrent l'existence d'une relation inverse entre la taille d'un pays et son ouverture économique. Cet article étudie l'impact économique des différences de taille entre pays, source d'hétérogénéité structurelle, dans le cadre de l'Union monétaire; et s'intègre également à la littérature plus large portant sur les unions monétaires hétérogènes et les divergences économiques au sein de l'Union européenne (UE). Parmi les études soulignant le clivage lié à la taille des pays dans la zone euro, celle de Laurent et Le Cacheux (2006) dresse une analyse de l'impact de la taille d'un pays au sein de la zone euro, fondée sur la théorie de la demande réciproque de Mill, selon laquelle un petit pays ouvert a un avantage structurel au commerce international par rapport à un pays plus grand et relativement fermé. Leurs résultats économétriques ont souligné une corrélation négative systématique entre grande taille et bonne performance économique au regard de la croissance, de l'inflation, du déficit public et du chômage entre 1996 et 2004. Gaffard et Napoletano (2009) montrent également, à l'aide d'estimations paramétriques, que la mauvaise performance des grands pays relativement aux petits après le lancement de l'Union monétaire est liée

1. Dans cet article, les termes de zone euro et Union économique et monétaire (UEM) désignent les quinze pays membres de la zone euro au 1^{er} janvier 2008 (l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Allemagne, la Grèce, la Finlande, la France, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et l'Espagne), et seront utilisés de manière interchangeable. Même si cela peut prêter à confusion, tous les membres de l'Union européenne font partie de l'Union économique et monétaire, mais à des étapes d'adhésion différentes. Par conséquent, lorsqu'on fait ici référence à l'UEM, on entend les pays de la phase finale (ou phase d'adoption de l'euro).

à leur moindre degré d'ouverture. De la même façon, Feldmann (2006) a souligné que la taille d'un pays au sein de l'Union européenne et le chômage étaient positivement corrélés. Saint-Paul (2004) a remarqué qu'étant donné la structure des incitations au sein de l'Union économique et monétaire (UEM), les plus grands États membres étaient moins enclins à réformer leur marché du travail que leurs plus petits homologues. Buisan et Restoy (2006) ont analysé la manière dont la taille d'un pays et la divergence économique étaient liées au sein de l'Union monétaire au travers des canaux de transmission des chocs. Selon Barbera et Jackson (2006) ou encore Thorhallson (2006), les motivations institutionnelles et économiques diffèrent pour les petits et les grands pays de l'UE et l'UEM. À l'aide d'un modèle de géographie économique à rendements d'échelle croissants, Casella (1995) montre que les petits pays sont les plus grands bénéficiaires de l'élargissement de l'Union. Buti et Pench (2004), Fitoussi et Le Cacheux (2005) et Chang (2006) ont tous souligné l'asymétrie engendrée par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) entre les petits et les grands pays. Enfin, Canzoneri *et al.* (2004) et Bonnaz (2003) ont concentré leurs travaux sur l'impact de la politique monétaire commune dirigée par la Banque centrale européenne (BCE) sur des pays de taille différente en mettant un accent particulier sur les différentiels d'inflation.

Cet article approfondit l'analyse des interactions entre la taille d'un pays et la performance économique dans la zone euro. À cet effet, je définis la taille d'un pays et en détaille les effets sur ses structures économiques (section 1). Je dresse ensuite une brève économie politique de la taille des pays dans la zone euro ; autrement dit, j'examine la manière dont la taille d'un pays influe sur la conduite de sa politique économique, en me concentrant sur les spécificités institutionnelles de l'UE, et de l'UEM (section 2). Enfin, les hypothèses émises sont testées économétriquement en estimant un modèle de panel dynamique (section 3).

1. Taille d'un pays dans l'UEM : définitions, structures, avantages

1.1. Taille d'un pays : définitions et relativité

Les pays de l'UE présentent une grande hétérogénéité de taille démographique et économique. Les populations nationales (statistiques de 2007) comptent entre 400 000 habitants pour Malte contre 82 millions en Allemagne, avec pour PIB respectifs 5 000 millions et 2 500 milliards d'euros. La taille d'un pays inclut aussi diverses dimensions : territoire, démographie, puissance économique et politique. L'une des difficultés principales de cette étude réside dans le fait que les relations entre ces dimensions ne sont pas linéaires. De grands territoires nationaux peuvent être faiblement peuplés et inversement. Par conséquent, différents indicateurs de taille donnent lieu à presque autant de façons différentes de classer les pays. Le PIB s'avère adéquat pour mesurer la puissance économique (et pas nécessairement le développement économique, qui est mieux évalué par le PIB par habitant), mais y recourir pour expliquer la performance économique est quelque peu tautologique et

créée inévitablement des problèmes d'endogénéité. Comme la population présente une relation à peu près linéaire avec le PIB, c'est elle que l'on retiendra comme indicateur de la taille d'un pays pour cette étude. Comme souligné par Laurent et Le Cacheux (2006), la taille d'un pays et son impact dans la zone euro doivent être compris dans des termes relatifs. En effet, si à l'échelle mondiale, l'Allemagne, la France et l'Italie sont des pays de taille moyenne, dans la zone euro ou dans l'Union européenne, ils sont considérés comme « grands ». On adoptera ainsi la classification relative de Laurent et Le Cacheux (2006) : les pays dont la population atteint jusqu'à un quart de celle de l'État membre le plus peuplé appartiennent à la catégorie la plus petite, ceux dont la population atteint jusqu'à la moitié de l'État le plus peuplé appartiennent à la catégorie moyenne et ceux dont la population est supérieure à la moitié font partie de la plus grande catégorie. Ainsi, la zone euro est constituée (au 1^{er} janvier 2008) de trois grands pays – l'Allemagne, la France et l'Italie, qui représentent 70 % du PIB de la zone euro –, un pays de taille moyenne – l'Espagne –, et les 11 petits pays restants.

1.2. Taille d'un pays et structures économiques

D'une manière générale, les petits pays sont plus *ouverts au commerce* (Rodrik, 1998 et Alesina *et al.*, 2005), alors que les grands s'appuient davantage sur la *demande* intérieure pour stimuler leur croissance. Ce phénomène engendre une plus grande sensibilité des petits pays aux conjonctures internationales, ce qui les rend plus enclins à mener des stratégies de compétitivité dans l'optique d'accroître leurs exportations. En outre, pour détailler l'argument développé par Alesina *et al.* (2005), si les petits pays sont plus ouverts au marché, c'est qu'en termes relatifs, ils bénéficient plus de cette ouverture que les grands pays dans un régime commercial libéralisé ; comme noté auparavant par Lloyd (1968) « les petites nations obtiennent de plus grands gains par unité de commerce international que les grandes nations ». Dans les plus grands pays, les décideurs politiques doivent en revanche faire face de manière plus pressante à la stabilisation interne de l'économie. C'est l'une des différences structurelles et politiques majeures entre les deux groupes. Il convient cependant de nuancer cette représentation schématique : à l'échelle internationale, les grandes économies de la zone euro ne sont que des économies de taille moyenne et font ainsi face simultanément aux défis des grands pays et à ceux des petits. Il ne leur est pas possible de négliger leur compétitivité ou de se soucier uniquement de celle-ci comme les petits pays, car cela reviendrait à sacrifier leurs objectifs de stabilisation interne.

1.3. Vulnérabilité et efficience

La vulnérabilité des petits pays face aux conditions internationales peut s'avérer être une chance. La faiblesse de leur propre marché interne oblige les industries à gagner des parts de marché à l'export, notamment en mettant en œuvre des modes de production plus efficaces. Il a également été avancé que les petits pays, dont la population est plus homogène et le territoire à contrôler plus restreint, possèdent

des institutions plus efficaces et mieux disposées à parvenir à un consensus politique, comme rapporté par Robinson (1960).

La problématique de la taille des pays nous pousse donc à prendre en considération la question de l'efficacité économique, notamment au niveau territorial. L'importance des effets de territoire a été soulignée par la nouvelle géographie économique (Krugman, 1991). Cette approche accorde un rôle central aux rendements d'échelle croissants pour le développement industriel, soit *a priori* un avantage aux grands pays ; elle prend également en compte la localisation, la structure et la densité de l'activité économique (souvent plus élevée dans les petits pays). Cependant, comme indiqué précédemment, la taille d'un pays englobe de nombreuses dimensions : non seulement une population, mais également des ressources matérielles, un territoire. On peut étoffer l'analyse en prenant en compte le rapport entre la taille économique et la taille géographique. Le ratio du PIB sur le territoire (PIB pour 1 000 km²) permet de mesurer l'*efficacité territoriale*² et de dépasser la représentation unidimensionnelle (simplement démographique) de la taille d'un pays en y ajoutant des aspects physiques. Encore une fois, étant donné que les pays sont classés différemment en fonction de la population, du PIB et de la surface du territoire, cette mesure n'apporte pas une « classification par taille » supplémentaire. Sa fonction est plutôt de rendre compte des différences structurelles entre les pays en termes d'organisation économique sur un territoire donné. Il faut toutefois garder à l'esprit qu'un territoire relativement petit ou respectivement grand (en comparaison avec la taille de l'économie), est susceptible d'entraîner cet indicateur à la hausse ou à la baisse, comme les cas polaires de Malte et de la France le montrent. Il apparaît aussi que la densité de la population est étroitement corrélée avec l'efficacité territoriale (+0,92 pour notre panel de pays), ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle les petits pays plus denses utilisent leur territoire de manière efficace. Inversement la centralisation (mesurée par le pourcentage de la population résidant dans la capitale) est corrélée négativement à l'efficacité territoriale (-0,15). Enfin, l'absence de relation systématique entre l'efficacité territoriale et la taille d'un pays (représentée par la population) permettra d'éviter l'occurrence de résultats économétriques caricaturaux quant à l'incidence économique de la taille des pays.

Après avoir vu comment la taille des pays influence leurs structures économiques, il convient à présent de voir comment les institutions de l'UE et de l'UEM favorisent les petits pays.

2. Une économie politique de la taille en zone euro

L'UE et, plus précisément, l'Union économique et monétaire, ne peuvent être considérées comme de simples organisations économiques. Leur caractère

2. Gallup, Mellinger et Sachs (1999) ont développé un indicateur similaire : la densité du PIB, calculée en multipliant le PIB par tête par le nombre d'habitants au kilomètre carré.

fondamentalement politique rend l'analyse de leur fonctionnement d'un point de vue purement économique, obtuse et incomplète. La création de l'Union monétaire a en effet été motivée par des raisons politiques et non par l'optimalité au sens de la théorie économique. Les politiques et institutions ayant une incidence économique, il est pertinent d'esquisser une économie politique liée à la taille dans la zone euro. En d'autres termes, il s'agit d'examiner la manière dont la taille d'un pays en tant que source d'hétérogénéité non internalisée prédétermine la performance des économies nationales au sein de l'UEM.

2.1. Les institutions de l'Union européenne et de l'Union économique et monétaire accordent des avantages institutionnels aux petits pays...

En raison de leur plus grande vulnérabilité face aux évolutions extérieures, et de leur souci de ne pas être étouffés par les plus grands pays au sein d'institutions internationales, on a accordé aux petits pays un certain nombre d'avantages et de protections lors de leur entrée dans l'Union européenne. Il est intéressant de constater que lors de sa création, la Communauté européenne du charbon et l'acier (CECA) incluait les trois grands et trois petits pays, configuration difficile pour les pays du Benelux qui met en lumière l'utilité de ces garanties à l'époque. Ces six pays d'origine ont eu automatiquement plus d'opportunités pour influencer le système institutionnel en leur faveur ; et alors qu'il ne restait plus qu'un seul grand pays européen (le Royaume-Uni) susceptible de faire partie de l'Union européenne, il en restait un grand nombre de petits.

Les *protections institutionnelles* (Thorhallson, 2006) accordées aux petits pays incluent la règle de l'unanimité, la recherche généralisée d'un consensus, même s'il n'est pas légalement nécessaire. En outre, la surreprésentation en matière de droits de vote par rapport aux populations nationales, la possibilité de former des minorités de blocage tronquent l'équilibre institutionnel à la faveur des petits États membres ; et comme chaque élargissement modifie le pouvoir relatif de chaque État membre, il accroît automatiquement le nombre de coalitions possibles, augmentant ainsi la probabilité que les petits pays influencent les décisions collectives. Enfin les petits pays bénéficient de l'aide logistique de la Commission et de la reconnaissance d'intérêts particuliers (par exemple, le Luxembourg dans l'activité bancaire et Chypre dans la marine marchande).

En termes de pouvoir politique et décisionnel, l'Union européenne permet à ces petits États de « jouer dans la cour des grands ». Ainsi selon Keohane (1969), un petit pays se distingue d'un grand, dans le sens où « ses dirigeants considèrent qu'il ne peut jamais, en agissant seul ou au sein d'un petit groupe, avoir un impact significatif sur le système ». Dans une certaine mesure, l'UE et plus tard l'UEM, ont modifié cette dure réalité des relations internationales. Rose (2006) a souligné la nouvelle *échelle de souveraineté* obtenue par les petits pays au sein de l'UE. La *surreprésentation* des petits pays détaillée par Barbera et Jackson (2006), et à l'inverse, le rétrécissement des grands pays, peuvent être évalués précisément. Par exemple, l'Allemagne est 160 fois plus peuplée que Malte, son PIB est 400 fois plus

élevé et pourtant, elle n'a que 20 fois plus de députés au Parlement européen et 10 fois plus de votes au Conseil des ministres. Laurent (2006) a montré que 70 % de la taille économique de l'UE était représentée par 40 % de sa taille politique, cet écart étant paradoxalement également valable dans l'UEM, pour laquelle la coopération politique est bien plus importante.

Les *stratégies d'alliance* des petits pays varient avec le temps et selon leur intérêt national. Dans les divers domaines des politiques de l'UE, il n'y a presque jamais de clivage net entre les petits et les grands pays. Comme l'ont remarqué Boyer (2004) et Chang (2006), il existe cependant un seul domaine qui polarise les États membres selon leur taille, à savoir la politique macroéconomique et la mise en œuvre du Pacte de stabilité et de croissance (PSC). Les petits pays de l'Union monétaire sont effectivement montés au créneau pour défendre le PSC, certains d'entre eux (les Pays Bas, l'Autriche, la Finlande, l'Espagne) ont même voté des sanctions contre la France et l'Allemagne en 2004. Le clivage lié à la taille joue donc bien un rôle dans le domaine de la politique économique.

2.2. ... qui se transforment en avantages économiques

Casella (1995) demande « s'il existe des forces systématiques telles que des pays de taille différente participant à une zone de libre-échange aient des avantages différents à l'entrée de nouveaux membres ». En supposant des économies d'échelle croissantes, elle a montré que les petits pays, dont le marché interne et la compétitivité croissent avec l'élargissement, en bénéficient davantage que les grands pays dont les marchés internes se rétrécissent proportionnellement avec chaque élargissement. Étant donné que l'UE diminue l'importance de la taille du marché interne en offrant à ses membres l'accès à un très grand *marché unique*, elle privilégie nettement le développement des petits pays, (pour lesquels la taille du marché interne était la faiblesse à surmonter) par rapport à celui des plus grands (pour lesquels la taille du marché interne était l'un des atouts principaux).

Baldinger et Breuss (2006) ont soutenu que ce *bonus réservé aux petits pays* n'est pas beaucoup plus important que les avantages dont bénéficient les grands pays en termes de puissance de marché, d'échange, de taille du marché, de réseaux, de dotations en capital humain et en technologies, de variétés de produits et d'économies d'échelle. Ainsi, différentes forces économiques sont en jeu dans la répartition des avantages liés à l'élargissement de la zone de libre-échange sans que l'une ne domine clairement les autres, ce qui ne permet pas de déterminer un effet tranché de la taille des pays dans ce cas.

Il semble néanmoins que les petits États, protégés institutionnellement, gagnent en puissance économique et politique en adhérant à l'UE et l'UEM alors que l'inverse a lieu pour les grands États. Par exemple, avant d'adopter l'euro, aucun petit pays ne possédait de devise pouvant être utilisée comme « arme monétaire ». À l'inverse, en abandonnant le deutschemark, l'Allemagne a perdu un avantage *comparatif* exclusif : une devise internationale et la possibilité pour son

gouvernement d'emprunter à des taux plus faibles que ceux de ses homologues européens. Avec l'euro, les petits pays ont bénéficié d'une baisse des taux d'intérêt et d'une crédibilité accrue sur les marchés financiers. Comme Robinson (1960) l'a souligné, en ce qui concerne la fourniture d'un bien public (par exemple la défense), les grands pays détiennent un avantage comparatif seulement tant qu'ils ne le partagent pas. En définitive lors de leur adhésion à l'UEM, les plus grands pays, comme l'Allemagne, ont procédé à une passe d'armes monétaires (le deutschemark contre l'euro) et à un échange d'atouts économiques (un leadership européen incontestable contre une stabilité économique renforcée à l'extérieur des frontières allemandes), alors que les petits pays ont réalisé un bénéfice net en matière de puissance économique, monétaire et de protection institutionnelle.

Si le fonctionnement général de l'UE et de l'UEM avantage les petits pays, il s'agit à présent de voir plus en détail comment le PSC et la politique de la BCE interagissent avec la conduite de la politique économique dans des pays de taille différente.

2.3. Le PSC et l'externalité de demande globale

Le PSC a été conçu avec le lancement de l'Union monétaire dans le but d'endiguer les *externalités* budgétaires néfastes à la conduite d'une politique monétaire commune, des niveaux d'endettement et de déficit nationaux élevés pouvant pousser à la hausse le taux d'intérêt commun. Les critères retenus incluent les seuils de respectivement 3 % et 60 % du PIB pour le déficit et la dette publique, qui reflétaient simplement les niveaux de l'époque. Depuis, le PSC a essuyé de nombreuses critiques ; il a été réformé en mars 2005 afin de mieux prendre en compte la position cyclique et les particularités nationales lors de l'évaluation du déficit, mais son essence est restée la même. La logique d'endiguement derrière le Pacte vise en premier lieu les externalités budgétaires que les *grands* pays pourraient imposer aux autres en conséquence de leur politique budgétaire laxiste : un défaut sur la dette publique italienne représenterait effectivement un plus grand danger pour la pérennité de l'Union monétaire qu'un défaut grec ou irlandais. Comme les grands pays relativement moins ouverts ont des *multiplicateurs budgétaires* plus élevés (soit un meilleur rendement de la dépense publique ou des allègements fiscaux pour la croissance), se conformer aux limites budgétaires du PSC représente pour eux une perte plus importante en termes d'instruments efficaces pour la conduite de politiques contra-cycliques. En outre, les bénéfices qu'ils sont susceptibles de récolter d'une consolidation budgétaire sont relativement plus faibles, car leurs positions sur les marchés financiers et auprès des agences de notation sont moins sensibles aux évolutions de leurs ratios de déficit et de dette publique. D'un autre côté, les plus petits pays ont vivement protesté contre le prétendu laxisme budgétaire de leurs plus grands homologues. En effet, la consolidation des finances publiques n'est pas nécessairement plus aisée pour les plus petits pays. Elle est facilitée pour les pays jouissant de taux de croissance élevés (le plus souvent les petits, comme on le verra dans la section suivante), car le jeu des

stabilisateurs automatiques réduit l'effort budgétaire. Comme Bonnaz (2003) l'a expliqué, la relative facilité de la consolidation des finances publiques ne s'applique qu'aux petites économies très ouvertes, telles l'Irlande, le Portugal, la Belgique et les Pays-Bas, étant donné la faiblesse de leur multiplicateur keynésien des finances publiques. Mais d'autres petits pays moins ouverts tels la Grèce, la Finlande ou l'Espagne présentent des conditions semblables à celles de la France et de l'Allemagne en ce qui concerne la consolidation budgétaire.

Bien que la logique d'endiguement du Pacte soit justifiée, elle ne prend pas en compte toutes les externalités pertinentes dans le cadre d'une union monétaire. Bonnaz (2003) montre ainsi la nécessité de prendre également en compte la « demande globale ». En effet, en raison de leur inflation plus élevée, les petits pays sont responsables de davantage d'externalités négatives que leurs grands homologues à travers leur orientation budgétaire « laxiste ». Cette externalité d'inflation qui n'est pas négligeable³ (l'Espagne et l'Irlande font partie de pays qui ont les taux d'inflation les plus élevés), n'est pas internalisée par le biais de sanctions et représente un réel fardeau pour les plus grands pays de la zone euro, ces derniers devant se contenter de taux d'intérêt réels moins favorables que leurs petits homologues. Cette asymétrie des taux d'intérêt réels au sein de l'Union monétaire laisse à penser que la politique menée par la BCE n'est pas plus neutre que le PSC à la taille des pays ; voyons donc plus en détail ces interactions.

2.4. La BCE et la taille des pays

Comme pour les autres institutions de l'UE, la taille économique est très mal représentée dans les instances de décision de la BCE. De fait, il y a, là encore, un réel décalage entre le pouvoir institutionnel accordé aux États membres et leurs poids économiques. Le principe « un pays, un vote » a conduit à des degrés plus élevés de *représentation fallacieuse* qu'au sein de la Réserve fédérale et de la Bundesbank (Berger, 2006). La réforme de 2003 a instauré une limitation du vote à 15 dirigeants de banques centrales nationales et 6 membres du Conseil des gouverneurs, ce qui diminue cet effet sans pour autant l'éliminer totalement. La rotation permet également de réduire la représentation fallacieuse mais génère des discontinuités dans la fréquence de votes entre les grands et les petits pays. Toutefois, la définition économique selon laquelle les petits pays sont preneurs de prix (*pricetakers*), et les grands pays faiseurs de prix (*pricemakers*) est valable ici : les évolutions conjoncturelles dans les grands pays sont surveillées de près par la BCE, alors qu'il est peu probable que celles des petits changent son orientation politique générale (Canzoneri *et al.*, 2004). Par ailleurs, le principe sous-jacent selon lequel un représentant national favorise systématiquement l'intérêt de son propre pays –

3. Bonnaz (2003) a calculé qu'entre 1999 et 2002, les petits pays ont généré, en moyenne, 1 % d'inflation de plus que les trois grands, ce qui, compte tenu de leur poids dans la zone euro, s'est traduit par 0,3 % d'inflation supplémentaire dans la zone. Appliquant une règle de Taylor, et toutes choses égales par ailleurs, l'auteur a calculé que ceci a élevé les taux d'intérêts de 50 points de base par rapport au cas où les petits pays auraient eu des taux d'inflation similaires à ceux des grands.

comme le supposent Dixit et Lambertini (2003) – est discutable. En conséquence, le système de représentation et de régulation de la BCE en dit peu sur l'impact des politiques de la banque centrale sur des pays de taille différente : les processus de décision ne sont pas rendus publics et l'on ne peut que spéculer sur ce qui se passe à huis clos.

Afin d'analyser comment la taille d'un pays et la politique de la BCE interagissent, on doit prendre en considération l'impact de la taille d'un pays dans l'arbitrage classique croissance/inflation, ou courbe de Phillips. Cet arbitrage est affecté par le degré d'ouverture et donc indirectement par la taille d'un pays (les trois grandes économies sont relativement plus fermées et un certain nombre de petites économies, dont le Benelux, sont bien plus ouvertes). Sanchez (2006) a ainsi expliqué que les petits pays, en raison de leur plus grande ouverture et du plus grand impact de l'inflation sur le PIB, ont tendance à avoir une courbe d'offre plus pentue que les grands pays, c'est-à-dire une plus grande sensibilité de la production aux conjonctures extérieures et au taux de change réel. L'Union monétaire, avec le gain de stabilité qu'elle apporte est ainsi plus bénéfique aux petits pays. Pour les plus grands pays, l'autonomie monétaire qui permet un meilleur ajustement, est préférable à l'Union monétaire. Ce résultat en termes de coûts économiques pour les petits et les grands pays est controversé. En effet, Canzoneri *et al.* (2004) parviennent à la conclusion inverse : en utilisant un modèle d'équilibre partiel à deux pays calibré sur l'UEM, et en supposant que la BCE prenne moins en compte l'inflation des petits pays dans son programme d'optimisation, ils montrent que ces derniers subiraient en conséquence des coûts économiques quatre fois plus élevés que leurs plus grands voisins.

Dans cette section, j'ai expliqué comment la gouvernance économique de la zone euro entrave les stratégies de croissance des grands pays et de quelle manière elle encourage à l'inverse celles des petits pays. Il y a là un net déséquilibre institutionnel en faveur des plus petits pays, lesquels bénéficient d'une politique monétaire plus stable et crédible alors que les grands pays sont privés de leurs instruments habituels de politique économique par le PSC.

3. Analyse économétrique

Après avoir détaillé d'un point de vue théorique, comment la taille d'un pays influence sa performance économique par le biais des mécanismes de l'UEM, il convient de tester ces arguments de manière empirique.

3.1. Modèle

On examine l'impact de la taille des pays (représentée par la population) sur la croissance des 15 pays de la zone euro, en contrôlant pour les variables économiques influencées d'une part par la taille (ouverture commerciale, demande intérieure, efficacité territoriale), et d'autre part par le gouvernement économique de la zone

euro (différentiels d'inflation et de déficit), ainsi que pour l'effet d'un biais d'omission invariant dans le temps (effet fixe). On estime ainsi l'équation suivante :

$$\text{Croissance PIB}_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Population}_{it} + \beta_2 \text{Ouverture Commerciale}_{it} / \text{Demande int.}_{it} + \beta_3 \text{Ouput pour 1000 km}^2_{it} + \beta_4 \Delta \text{Inflation}_{it} + \beta_5 \Delta \text{Déficit}_{it} + u_i + \varepsilon_{it}$$

En outre, on estime l'équation dynamique suivante :

$$\text{Croissance PIB}_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Population}_{it} + \beta_2 \text{Ouverture Commerciale}_{it} / \text{Demande int.}_{it} + \beta_3 \text{Ouput pour 1000 km}^2_{it} + \beta_4 \Delta \text{Inflation}_{it} + \beta_5 \Delta \text{Déficit}_{it} + \beta_6 \text{Croissance PIB}_{it-1} + \beta_3 \text{Ouput pour 1000 km}^2_{it} + \beta_4 \Delta \text{Inflation}_{it} + \beta_5 \Delta \text{Déficit}_{it}$$

Où : i indique le pays (variable de panel), t est le temps, u_i et ε_{it} indiquent respectivement l'effet pays (ou effet fixe) et le terme d'erreur. La *Population* désigne la population en millions pour un pays donné sur une année donnée. L'*Ouverture Commerciale* désigne le ratio de la somme des exportations et des importations en valeur sur le PIB. Subsidiatement, pour les grands pays, je contrôle pour la demande intérieure en pourcentage du PIB (*Demande int.*). Comme je l'ai expliqué plus tôt, ces deux variables sont pour ainsi dire les moteurs économiques des petites et, respectivement, des grandes économies. L'efficacité territoriale ou *Output* pour 1 000 km^2 désigne le rapport entre le PIB et la surface. Les différentiels d'inflation et de déficit, $\Delta \text{Inflation}$ et $\Delta \text{Déficit}$, (tous deux exprimés en pourcentages du PIB) sont les écarts respectivement à la cible implicite de 2 % d'inflation de la BCE, et à la limite de 3 % de déficit du PSC. Je les inclus dans les régressions afin d'évaluer l'impact du « gouvernement économique » de l'UEM. Deux séries de données sont utilisées : la première couvre les années 1998-2008 pour les quinze pays de la zone euro au 1^{er} janvier 2008 et provient d'Eurostat ; la seconde couvre la période 1960-2007 et provient de la Banque mondiale.

3.2. Stratégie d'estimation

Pour évaluer ce modèle (voir les équations au début de cette section), on a tenu compte des questions soulevées par Baltagi (1995), notamment de la relation entre les effets pays (ou effets fixes) et les variables explicatives. Les estimations pour le panel non dynamique utilisent les Moindres Carrés Généralisés (MCG ou GLS), afin d'obtenir le meilleur estimateur linéaire non biaisé. Étant donné les résultats du test de Hausman⁴, le petit nombre de pays, les valeurs élevées de corrélation de la constante individuelle u_i et du terme constant ainsi qu'un F-test de significativité des effets fixes, on a préféré un modèle d'estimation à effets fixes (FE ou estimateur *within*) à un modèle à effets aléatoires (RE ou estimateur *between*). Le test de Wald sur l'hétéroscédasticité de groupes a confirmé sa présence dans les deux ensembles de données. De la même façon, le test de Wooldridge pour l'auto-corrélation dans des données de panel a indiqué une corrélation de premier ordre. Suivant Drazen (2000), on ne considère pas la taille d'un pays comme une source importante d'endogénéité et ainsi l'estimateur IV n'a pas été retenu.

4. Le test Hausman a indiqué que les effets individuels et nos variables explicatives étaient systématiquement reliés, de sorte que l'estimateur à effets fixes est ici approprié. Les tests donnent $\chi^2(5) = 29,44$ et $P < \chi^2 = 0,0$ pour la série de données 1998-2008, et $\chi^2(5) = 175,27$ et $P < \chi^2 = 0$ pour la série de données 1960-2007.

En prenant en compte ces résultats, on a sélectionné trois estimateurs pour l'estimation non dynamique : (1) l'estimateur MCG avec une spécification robuste à l'hétéroscédasticité de panel et à une corrélation de premier ordre, pour confirmer la validité de l'estimateur FE ; (2) l'estimateur FE avec une spécification d'erreurs-types robustes regroupées (cluster) à l'échelle nationale (car le regroupement au niveau des données du panel (cluster) produit des estimations cohérentes des erreurs-types même en présence d'autocorrélation) et (3) l'estimateur FE robuste à l'autocorrélation de premier ordre.

Concernant l'estimation dynamique (voire équation au début de la section), l'inclusion de variables endogènes retardées – justifiée par la présence d'autocorrélation – rend l'estimateur FE inefficent (Baltagi, 1995 ; Kiviet, 1995) d'où le recours à (4) l'estimateur dynamique Arellano-Bond (AB) avec une spécification de variance robuste pour l'auto-corrélation. Les deux panels ne présentant pas de racines unitaires (selon le test de Fisher ou test de Dickey-Fuller augmenté avec une période de retard), on ne fait pas de cointégration. L'estimateur AB contrôle les caractéristiques des pays non observées invariantes et capture l'impact des changements des variables dans le temps. Afin de garantir la cohérence de cet estimateur construit selon la Méthode des Moments Généralisés (GMM), on a vérifié que l'auto-corrélation moyenne dans les résidus de premier et de second ordre était égale à zéro pour toutes les estimations (voir les résultats des tests dans les tableaux de régression 1 et 2).

3.3. Évaluation du « clivage lié à la taille »

Afin d'évaluer l'impact structurel de la taille d'un pays sur la croissance et de tester l'hypothèse de « clivage lié à la taille », les régressions ont été menées séparément pour les grands et les petits pays (l'Espagne n'a pas été prise en compte car c'est le seul pays de taille moyenne ne rentrant dans aucun des deux groupes). Le tableau 1 détaille les résultats pour les grands pays. Les coefficients estimés pour la population (indicateur de la taille des pays) sont importants, négatifs et significatifs pour toutes les spécifications économétriques (sauf pour l'estimateur GLS, qui sert ici à assurer la pertinence des effets fixes) confirmant ainsi l'hypothèse de relation inverse entre taille des pays et performance économique. Suivant l'estimateur FE cluster, l'ajout d'un écart-type de population amène une baisse de 14,4 écarts-type⁵. Ce résultat persiste bien pour l'estimation dynamique (quatrième colonne, estimateur AB) ; dans ce cas le coefficient estimé pour la population mesure la relation entre les changements de population et les changements de croissance du PIB, de sorte qu'à moyen terme une hausse de population est associée à une variation négative de la croissance. Le coefficient estimé pour la croissance retardée est faible et non significatif, ce qui ne permet pas d'identifier un effet de persistance de la croissance. Comme expliqué auparavant, étant donné la moindre ouverture

5. Calculé en référence aux valeurs des statistiques descriptives en annexe par $\beta_{\text{Population}} \cdot \sigma_{\text{Population}} / \sigma_{\text{Croissance}}$, soit : $-1,367 \cdot 11,27 / 1,06 = 14,4$.

des grands pays, dans les régressions je contrôle pour la demande intérieure à la place de l'ouverture commerciale. La demande intérieure est censée refléter deux atouts présumés des grandes économies : une consommation domestique plus vigoureuse et une meilleure capacité à réaliser des investissements onéreux. Si l'effet de la demande intérieure sur la croissance est plus limité que celui de l'ouverture commerciale dans le cas des petits pays (tableau 2), cela peut s'expliquer par la stratégie d'exportation au détriment de la consommation domestique de l'Allemagne. Le coefficient du différentiel de déficit est positif et significatif avec tous les estimateurs, confirmant l'hypothèse selon laquelle les politiques budgétaires expansionnistes ont un effet positif sur la croissance des grands pays (argument du multiplicateur budgétaire). Cependant, étant donné la forte corrélation entre le différentiel de déficit et la demande intérieure (-0,69), ainsi que l'importance des interactions sur leurs coefficients, on ne peut complètement exclure un problème de multicolinéarité, ce qui limite la portée de ce résultat.

Le tableau 2 présente les résultats pour les petits pays : l'impact de la population (ou de la taille d'un pays) présente un coefficient plus élevé en valeur absolue que pour les grands pays, soit à un « bonus de petite taille » presque sept fois plus important en prenant l'estimateur FE cluster. Dans ce cas, l'estimateur prédit d'ailleurs que l'ajout d'un écart-type de population entraîne une chute de 19,4 écarts-type de croissance (contre 14,4 précédemment). En comparaison avec l'effet de la demande intérieure chez les grands pays, l'ouverture est plus significative (ici, le coefficient de la demande intérieure s'est avéré très faible, non significatif et n'a donc pas été pris en compte dans les régressions). Cependant, l'hypothèse selon laquelle les taux d'inflation plus élevés des petits pays stimulent leur croissance (effet du taux d'intérêt réel) n'est pas confirmée par les régressions. En examinant de plus près les données, il semble que les petites économies de la zone euro aient tendance à traverser des phases de croissance inflationniste de courte durée (c'est-à-dire que l'inflation augmente de pair avec des taux de croissance élevés, et la période suivante, l'inflation élevée vient ronger la croissance). En outre, avec un coefficient sur la croissance retardée positif et significatif, l'estimateur AB indique un possible phénomène de persistance de la croissance dans les petits pays.

Les résultats les plus intéressants sont ceux relatifs aux différentiels d'inflation et de déficit car ils confirment les effets différenciés du gouvernement de la zone euro sur les grands et les petits pays. Ainsi, l'effet du différentiel d'inflation sur la croissance est négatif et très significatif pour les petits pays, alors qu'il est moindre en valeur absolue, positif et rarement significatif pour les grands pays. En procédant comme précédemment, on trouve qu'un écart-type d'inflation additionnel mène à une baisse d'écart-type de croissance de -0,48 (selon l'estimation FE cluster) à -0,81 (estimateur AB) pour les petits pays, contre une hausse comprise entre 0,08 à 0,24 pour les grands pays. Il semble ainsi que des mécanismes distincts d'interaction entre la croissance et l'inflation soient à l'œuvre dans les grands et les petits pays de la zone euro. De plus, l'existence d'une externalité d'inflation générée par les petits pays est confirmée empiriquement par ces résultats, même si elle ne semble pas soutenir leur croissance.

Tableau 1 : Déterminants de la croissance du PIB dans les grands pays de la zone euro, 1998-2008

Méthode d'estimation (spécification)	MCG GLS(hetero AR)	Effets fixes (FE cluster)	Effets fixes (AR)	Arellano-Bond (AR)
Variable dépendante	Croissance du PIB	Croissance du PIB	Croissance du PIB	Croissance du PIB
Population	0,00284 (0,08)	-1,367*** (-91,62)	-1,442* (-2,82)	-1,302*** (-4,05)
Demande intérieure	0,0619 (0,86)	0,347** (18,21)	0,391* (2,44)	0,455*** (3,34)
Output pour 1000km2	-0,444 (-1,65)	2,873** (15,43)	3,464 (1,53)	2,092*** (3,65)
Différentiel d'inflation	0,274 (0,97)	0,144 (0,97)	0,203 (0,44)	0,438* (2,45)
Différentiel de déficit	0,894*** (6,48)	0,633** (24,71)	0,602** (2,96)	0,780*** (8,63)
Croissance du PIB retardée				-0,0933 (-0,40)
Constante	-2,971 (-0,38)	46,27** (30,48)	44,42* (2,58)	34,76* (2,16)
N	30	30	27	27
R ² within	-	0,637	0,625	H0: pas d'auto-correlation de 1 ^{er} ordre, p=0,25
sigma_u	-	15,11	15,55	H0: pas d'auto-correlation de 2 ^e ordre, p=0,68
sigma_e	-	0,705	0,745	-
rho	-	0,998	-	-

t-statistiques entre parenthèses, *z*-statistiques pour l'estimation AB. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.
Source : Eurostat.

Concernant le différentiel de déficit, l'analyse est inversée. On observe que l'effet sur la croissance est positif pour les grands pays, ce qui corrobore ainsi l'argument de croissance basée sur la demande intérieure. L'effet du différentiel de déficit sur la croissance est compris entre +0,15 (FE cluster) et +0,73 (AB) écart-type. Pour les petits pays, l'effet est plus difficile à identifier, en accord avec leur plus grande sensibilité à la demande extérieure.

Tableau 2 : Déterminants de la croissance du PIB dans les petits pays de la zone euro, 1998-2008

Méthode d'estimation (spécification)	MCG (GLS hetero AR)	Effets fixes (FE cluster)	Effets fixes (AR)	Arellano-Bond (AR)
Variable dépendante	Croissance du PIB	Croissance du PIB	Croissance du PIB	Croissance du PIB
Population	0,536* (2,41)	-7,758*** (-12,62)	-7,438** (-3,28)	-7,686*** (-3,92)
Trade Openness	4,075* (2,27)	7,141** (3,94)	7,657** (3,16)	8,041* (2,29)
Output pour 1000km ²	-0,696** (-3,02)	1,434** (4,18)	1,317 (1,26)	1,862* (2,54)
Différentiel d'inflation	-0,323 (-1,80)	-0,666*** (-7,50)	-0,585** (-3,04)	-1,117*** (-8,98)
Différentiel de déficit	0,0559 (0,68)	0,123 (0,68)	0,168 (1,34)	0,109 (0,78)
Croissance du PIB retardée				0,312*
Constante	-3,011 (-1,03)	61,32*** (10,85)	58,03*** (4,43)	57,21*** (3,93)
N	75	75	68	69
R ² within	-	0,528	0,392	H0: pas d'auto-correlation de 1 ^{er} ordre, p=0,03
sigma_u	-	27,27	26,52	H0: pas d'auto-correlation de 2 ^e ordre, p=0,47
sigma_e	-	1,068	1,056	-
rho	-	0,998		-

t-statistiques entre parenthèses, *z*-statistiques pour l'estimation AB. * $p < 0,05$, ** $p < 0,01$, *** $p < 0,001$.
Source : Eurostat.

3.4. Tests de robustesse dans l'espace et le temps

Pour tester la robustesse des résultats précédents et montrer que la relation inverse entre la taille d'un pays et sa performance économique est spécifique à l'Union monétaire, on réalise des estimations « placebo » pour des pays ne participant pas à l'Union monétaire et pour les années précédant le lancement de l'euro.

Plus explicitement, je prends en contre-exemple un petit et un grand pays de l'UE non membres de la zone euro : la Suède et le Royaume-Uni. Je teste l'existence

d'une relation entre leur taille et la croissance de leur PIB. Le tableau 3 révèle ainsi l'absence d'une telle relation en utilisant les mêmes techniques d'estimation que précédemment. (La régression MCO donne un coefficient significatif à la variable de taille, mais trop petit pour être pertinent). Le clivage lié à la taille paraît donc bien exclusif à la zone euro.

Tableau 3 : Déterminants de la croissance du PIB en Suède et au Royaume-Uni, 1998-2008

Suède et Royaume-Uni 1998-2008	MCO	Effets fixes (FE cluster)	Effets fixes (AR)	Arellano-Bond (AR)
Variable dépendante	Croissance du PIB	Croissance du PIB	Croissance du PIB	Croissance du PIB
Population	-0,0129* (-42,72)	0,00777 (7,54)	0,0174 (0,09)	0,00773
Croissance du PIB retardée				0,304
Constante	3,219** (187,40)	2,215* (44,37)	1,709 (0,25)	1,435 0,0
N	57	57	55	56
R ² within	-	0,0000625	0,000151	-
sigma_u	-	0,708	0,995	-
sigma_e	-	1,708	1,656	-
rho	-	0,147	-	-

t-statistiques entre parenthèses, *z*-statistiques pour l'estimation AB. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.
Source : Banque mondiale.

On utilise à présent la seconde série de données (1960-2007) pour les 15 pays de la zone euro. Le découpage temporel correspond à deux étapes-clés de l'intégration monétaire européenne : d'abord, l'introduction du Système monétaire européen (SME) en 1979 qui a ouvert la voie à l'Union monétaire en reliant les devises nationales entre elles à l'intérieur d'une bande de fluctuation ; en second lieu, le lancement effectif de l'Union monétaire en 1999. Le tableau 4 présente les résultats du modèle dynamique :

$$\begin{aligned}
 \text{Croissance PIB}_{it} = & \beta_0 + \beta_1 \text{Croissance PIB}_{it-1} + \beta_2 \text{Population}_{it} \\
 & + \beta_3 \text{Ouverture Commerciale}_{it} / \text{Demande int.}_{it} + \beta_4 \text{Ouput pour 1000 km}^2_{it} \\
 & + \beta_5 \Delta \text{Inflation}_{it} + \beta_6 \Delta \text{Deficit}_{it} + u_i + \delta_t + \varepsilon_{it}
 \end{aligned}$$

En utilisant l'estimateur AB, on évalue les résultats séparément pour tous les pays, les petits et les grands pays, sur les deux sous-périodes allant de 1960 à 1979 et de 1980 à 1999.

Il est frappant de constater que le coefficient lié à la taille est important, négatif et significatif pour les petits et les grands pays entre 1960 et 1979 (tableau 4). Le coefficient de l'ouverture commerciale est également très élevé pour les petits pays sur cette période caractérisée par le développement industriel et l'intégration des petits pays européens dans les marchés mondiaux, comme décrit par Katzenstein (1985). Entre 1980 et 1999, phase de préparation à l'Union monétaire, on ne remarque aucun impact de la taille des pays sur la performance économique. Cette absence d'effet de la taille des pays sur leur croissance avant le lancement de l'euro vient confirmer que le clivage lié à la taille est le fait de l'Union monétaire.

Tableau 4 : Déterminants de la croissance du PIB avant l'Union monétaire, 1960-1999

Estimation Arellano-Bond (robust AR) Variable dépendante	Tous pays		Petits pays		Grands pays	
	<i>Croissance du PIB</i> 1960-1979	<i>Croissance du PIB</i> 1980-1999	<i>Croissance du PIB</i> 1960-1979	<i>Croissance du PIB</i> 1980-1999	<i>Croissance du PIB</i> 1960-1979	<i>Croissance du PIB</i> 1980-1999
Croissance du PIB retardée	-0,0638 (-0,76)	0,303*** (3,34)	-0,0163 (-0,22)	0,292** (2,97)	-0,136** (-2,99)	0,410*** (3,77)
Population	-0,872 (-1,77)	-0,159 (-1,71)	-2,196** (-2,93)	-0,0305 (-0,09)	-3,168** (-2,83)	0,0476 (0,75)
<i>Trade Openness</i>	16,53*** (10,19)	8,679*** (6,28)	15,07*** (13,39)	8,751*** (5,94)		
<i>Output</i> pour 1000 km ²	-1,252 (-1,88)	-0,222 (-1,47)	-0,848*** (-3,53)	-0,208 (-1,55)	20,29*** (9,23)	-2,966*** (-3,41)
Différentiel d'inflation	-0,0922 (-1,43)	-0,0739** (-2,90)	-0,148* (-2,12)	-0,0745** (-2,71)	-0,754*** (-12,40)	-0,176*** (-7,97)
Différentiel de déficit	0,423* (2,42)	0,0610 (1,92)	0,521*** (3,51)	0,0625 (1,87)	-1,565*** (-92,43)	-0,0752 (-0,40)
Demande intérieure					-0,663*** (-14,54)	-0,242* (-2,20)
Constante	10,00 (1,30)	-1,577 (-0,55)	14,62 (1,60)	-5,023 (-1,32)	225,2*** (3,71)	33,73** (3,07)
N	83	259	68	211	15	48

z statistics entre parenthèses * $p < 0,05$, ** $p < 0,01$, *** $p < 0,001$

Source : Banque mondiale.

■ Conclusion

La taille d'un pays a une incidence sur ses structures économiques, une plus grande ouverture commerciale est ainsi observée dans les petits pays contre une plus grande dépendance à la demande intérieure dans les grands pays. Dans cet article, on montre que dans contexte de l'UEM et de sa gouvernance, la taille d'un pays influence également sa performance économique. En effet, les règles « taille unique » communes de l'UEM facilitent les stratégies de croissance des petits pays et entravent celles des grands pays. D'une part, le PSC freine les grands pays dans leur capacité à stimuler budgétairement la demande intérieure ; d'autre part, la BCE ne peut pas internaliser l'externalité négative générée par l'inflation plus élevée des petits pays et soutient leurs politiques de compétitivité-prix. Il apparaît donc une asymétrie claire dans les bénéfices d'adhésion à l'UEM entre petits et grands pays. Ce clivage lié à la taille des pays est confirmé par une analyse économétrique de panels dynamiques. L'effet néfaste de la taille démographique sur la croissance du PIB que l'on identifie est non seulement robuste à différentes spécifications économétriques, il semble également être le produit dérivé exclusif de l'Union monétaire (étant donné l'absence d'un tel effet pour la période précédant le lancement de l'euro et pour les États membres restés en dehors de l'UEM).

La crise financière, si elle met à l'épreuve la solidité de la zone euro, est aussi révélatrice des dysfonctionnements liés à la mauvaise prise en compte de la taille des pays dans l'UEM. Le refus de l'Allemagne d'un plan de sauvetage commun à l'automne 2008 a illustré sa réticence à assumer *de facto* son rôle de leader et représente le pendant politique de sa stratégie économique de petit pays (croissance tirée par les exportations) à l'échelle mondiale. La décision de l'Irlande de relever les garanties des dépôts bancaires, et de perturber ainsi la concurrence, témoigne des nouvelles possibilités d'action unilatérale dont disposent les petits pays en adhérant à l'UE. Surtout, la crise a mis en évidence le rôle protecteur de l'euro pour les petits pays. Si l'Irlande n'avait pas adhéré à la zone euro, sa situation aurait été beaucoup plus délicate, comme les difficultés de la Hongrie ou de l'Islande le laissent à penser.

Il est également intéressant de poser la question de la taille des pays et de son incidence à l'aune de l'élargissement de la zone euro. Même si la crise financière avec son cortège de crises de balance des paiements a quelque peu changé la donne, l'entrée dans la zone euro demeure plus bénéfique aux petits pays qu'aux grands. Si Chypre, Malte, la Slovénie et la Slovaquie ont rapidement rejoint la zone euro après leur entrée dans l'UE, les nouveaux grands États membres (Pologne, Hongrie et République tchèque) font preuve de plus de circonspection. Enfin, une recherche théorique centrée notamment sur la modélisation de la taille des pays et de ses implications sur la conduite des politiques économiques en Union monétaire devrait compléter les résultats empiriques de cet article.

Références bibliographiques

- Alesina A., Spolaore E. et R. Wacziarg, 2005, « Trade, Growth and the Size of Countries », in P. Aghion et S. Durlauf (eds.), *Handbook of Economic Growth*, pp. 1500-1539, Amsterdam, North Holland.
- Baldinger H., Breuss F., 2006, « Country Size and the Gains from trade-Bloc Enlargement: an Empirical Assessment for the European Community », *Review of International Economics*, 14(4), pp. 615-631.
- Baltagi B. H., 1995, *Econometrics of Panel Data*, John Wiley & Sons.
- Barbera S. et M.O. Jackson, 2006, « On the Weights of Nations: Assigning Voting Weights in a Heterogeneous Union », *Journal of Political Economy*, 114(2), pp. 317-339.
- Berger H., 2006, « Unfinished Business? The ECB Reform Ahead of Euro Area Enlargement », *CESifo Forum*, 4/2006, pp. 35-41.
- Bonnaz H., 2003, « La disparité des situations des finances publiques dans la zone euro et ses implications sur la conduite de la politique économique », *Diagnostics Prévisions et Analyses Économiques*, Direction générale du Trésor et de la politique économique, n° 4, juillet.
- Boyer J.C., 2004, « Grands et petits États: un clivage artificiel ? », *Le Monde diplomatique*, avril 2004, pp.12-13.
- Buti M. et L.R. Pensch, 2004, « Why Do Large Countries Flout the Stability Pact and What Can Be Done About It? », *Journal Of Common Market Studies*, 42(5), pp. 1025-1032.
- Canzoneri M. et R. Cumby et B. Diba, 2004, *Macroeconomic Policy in the European Monetary Union*, Prepared for the NBER's ISOM in Reykjavik, Iceland, 18-19 juin.
- Casella A., 1995, « Large Countries, Small Countries and the Enlargement of Trade Blocs », *NBER Working Paper* 5365, novembre .
- Chang M., 2006, « Reforming the Stability and Growth Pact: Size and Influence in the EMU Policymaking », *Journal of European Integration*, 28(1), pp. 107-120.
- Dixit A. et L. Lambertini, 2003, « Symbiosis of Monetary and Fiscal Policy in a Monetary Union », *Journal of International Economics*, 60(2), pp. 235-247, août.
- Drazen A., 2000, *Political Economy in Macroeconomics*, Princeton University Press.
- Drukker D. M., 2003, « Testing for Serial Correlation in Linear Panel-Data Models », *Stata Journal*, 3(2), pp. 168-177.
- Feldmann H., 2006, « Government Size and Unemployment: Evidence from Industrial Countries », *Public Choice*, 127(3-4), pp. 451-67.
- Fitoussi J.-P. et J. Le Cacheux, 2005, « Politiques de croissance en Europe : un problème d'action collective ? », in J.-P. Fitoussi et J. Le Cacheux (eds.), *L'État de l'Union européenne 2005*, pp. 88-91, Fayard, Presses de Sciences Po, Paris.
- Gaffard J.-L. et M. Napoletano, 2009, « Country Size, Appropriate Policies and Economic Performance: Some Evidence from OECD Countries », *Document de travail OFCE*, n° 2009-08, avril.
- Gallup J., J. Sachs et A. Mellinger, 1999, « Geography and Economic Development », *NBER Working Paper*, n° W6849, décembre.
- Kaldor N., 1971, « Conflicts in National Economic Objectives », *Economic Journal*, 81(321), pp. 1-16.
- Katzenstein P. J., 1985, *Small States in Global Markets*, Ithaca, Cornell University Press.

- Keohane R., 1969, « 'Lilliputians' Dilemma: Small States in International Politics », *International Organization*, (23)2, pp. 291-310.
- Kiviet J. F., 1995, « On Bias, Inconsistency, and Efficiency of Various Estimators in Dynamic Panel Data Models », *Journal of Econometrics*, 68(1), pp. 215-243.
- Krugman P., 1991, « Increasing Returns and Economic Geography », *The Journal of Political Economy*, 99(3), pp. 483-499.
- Laurent E. et J. Le Cacheux, 2006, « Integrity and Efficiency in the EU: The Case Against the European Economic Constitution », *Center for European Studies, Working Papers Series*, n° 130, Harvard University.
- Laurent E., 2006, « Economie politique constitutionnelle de l'intégration européenne », Thèse de l'IEP de Paris, OFCE, 257p.
- Lloyd P. J., 1968, *International Trade Problems of Small Nations*, Durham.
- Robinson, E. A. G. (ed.), 1960, *The Economic Consequences of the Size of Nations, Proceedings of the 1957 International Economic Association Lisbon Conference*, London, Macmillan.
- Rodrik D., 1998, « Why Do More Open economies Have Bigger Governments? », *Journal of Political Economy*, 106(51), pp. 997-1032.
- Rose A., 2006, « Size Really Doesn't Matter: in Search of a National Scale Effect", *NBER Working Paper*, n° 12191, avril.
- Saint-Paul G., 2004, « Why are European Countries Diverging in their Unemployment Experience? », *IZA Discussion Paper*, n° 1066, mars.
- Sanchez M., 2006, « Implications of Country Size and Trade Openness for Euro Area Enlargement », *CESifo Forum*, 4/2006, pp. 11-16.
- Thorhallson B., 2006, « The Size of States in the European Union: Theoretical and Conceptual Perspectives », *Journal of European Integration*, 28(1) pp. 7-31.

ANNEXE

Tableau A1 : Statistiques descriptives pour les 15 pays de la zone euro, 1998-2008

Variable	Observations	Moyenne	Écart-Type	Min	Max
Croissance du PIB,%	162	3,12	1,93	-1,61	10,73
Population, millions	165	20,76	25,59	0,38	82,54
Ouverture commerciale	163	1,11	0,62	0,47	3,24
Demande intérieure,%	148	97,67	8,43	69,4 0	113,50
PIB pour 1 000 km ²	163	4,55	4,36	0,40	15,15
Diff. d'inflation, %	165	0,59	1,34	-1,86	6,81
Diff. de déficit, %	121	1,81	2,66	-5,41	9,63

Tableau A1bis : Statistiques descriptives pour les grands pays de la zone euro 1998-2008

Variable	Observations	Moyenne	Écart-Type	Min	Max
Croissance du PIB,%	33	1,69	1,07	-269,00	3,91
Population, millions	33	66,73	11,27	56,86	82,54
Ouverture commerciale	33	0,59	0,11	0,47	0,90
Demande intérieure,%	30	98,35	2,14	93,00	101,90
PIB pour 1 000 km ²	33	4,27	1,32	2,47	6,35
Diff. d'inflation, %	33	-0,13	0,61	-1,44	0,81
Diff. de déficit, %	33	0,52	1,03	-1,05	3,03

Tableau A1ter : Statistiques descriptives pour les petits pays de la zone euro, 1998-2008

Variable	Observations	Moyenne	Écart-Type	Min	Max
Croissance du PIB,%	118	3,48	2,00	-1,61	10,73
Population, millions	121	6,27	5,09	0,38	16,70
Ouverture commerciale	119	1,31	0,62	0,53	3,24
Demande intérieure,%	108	96,95	9,61	69,40	113,50
PIB pour 1 000 km ²	119	4,93	4,94	0,40	15,15
Diff. d'inflation, %	121	0,74	1,47	-1,86	6,81
Diff. de déficit, %	77	2,19	3,06	-5,41	9,63

Source : Eurostat.

Tableau A2 : Statistiques descriptives pour les 15 pays de la zone euro, 1960-2007

Variable	Observations	Moyenne	Écart-Type	Min	Max
Croissance du PIB,%	648	3,75	3,06	-8,90	20,27
Population, millions	720	19,27	24,16	0,32	82,50
Ouverture commerciale	642	0,85	0,53	0,15	3,27
Demande intérieure,%	609	106,35	8,48	80,57	137,37
PIB pour 1 000 km ²	654	2,53	2,60	0,10	13,10
Diff. d'inflation, %	642	3,74	5,40	-2,88	30,86
Diff. de déficit, %	481	2,49	4,52	-12,32	16,75

Tableau A2bis : Statistiques descriptives pour les grands pays de la zone euro, 1960-2007

Variable	Observations	Moyenne	Écart-Type	Min	Max
Croissance du PIB,%	130	2,85	2,07	-2,09	8,21
Population, millions	144	63,01	11,73	45,70	82,50
Ouverture commerciale	130	0,43	0,11	0,25	0,85
Demande intérieure,%	133	106,82	4,96	93,52	115,21
PIB pour 1 000 km ²	131	2,72	1,29	0,67	5,79
Diff. d'inflation%	110	3,39	4,76	-1,50	19,28
Diff. de déficit, %	107	3,29	1,78	-1,30	8,00

Tableau A2ter : Statistiques descriptives pour les petits pays de la zone euro, 1960-2007

Variable	Observations	Moyenne	Écart-Type	Min	Max
Croissance du PIB,%	518	3,98	3,22	-8,90	20,27
Population, millions	576	8,34	9,84	0,32	44,90
Ouverture commerciale	512	0,96	0,54	0,15	3,27
Demande intérieure,%	476	106,22	9,23	80,57	137,37
PIB pour 1 000 km ²	523	2,49	2,84	0,10	13,10
Diff. d'inflation, %	532	3,81	5,53	-2,88	30,86
Diff. de déficit, %	374	2,26	5,01	-12,32	16,75

Source : Banque mondiale.